

Un gouvernement autoritaire ? Il faudra qu'ils s'y fassent !

écrit par Daniel Pollett | 3 avril 2016



UN GOUVERNEMENT AUTORITAIRE ? IL FAUDRA QU'ILS S'Y FASSENT !

Un gouvernement patriote est la hantise des bobos gauchos, des « no-borders » et autres rêveurs, habitués à ne considérer l'État au mieux que comme une vache à lait gratuit, au pire que comme une source de contraintes insupportables. Dommage pour eux, non seulement l'État n'est pas gratuit comme le prétend Trouduc l'Audacieux, mais tout le monde doit participer à son fonctionnement en vertu de la Res Publica, le Bien commun dont l'État est la structure organisatrice.

Depuis des décennies, les responsables de l'État ont laissé se développer les idées, les contestations, les expressions, les manifestations et associations mettant gravement en danger notre République, notre pays, notre sécurité physique, matérielle et morale, nos valeurs de civilisation, notre identité et l'avenir de nos enfants. Ce faisant, ils ont trahi le Bien commun au profit de combines de pouvoir et d'argent, au grand avantage de la mondialisation -cette idéologie aussi dangereuse que le nazisme et le communisme et employant les mêmes méthodes- et réveillant inopportunément dans ce désordre

mondial généralisé les prétentions conquérantes de l'islam.

Chacun peut observer que cumuler les mariages consanguins et la lecture du coran amène des individus aux antipodes de notre civilisation, de l'humanisme et de l'élévation spirituelle.

Dans ce chaos organisé par les USA depuis au moins quarante ans et plus encore depuis la disparition de l'URSS, avec la complicité jamais vue dans l'Histoire des dirigeants de quasiment tous les pays d'Europe, l'instabilité économique, politique, sociale et morale prolifère tandis que l'absence d'avenir décourage des jeunes déjà modelés au mondialisme et au consumérisme, en plus qu'à l'oubli de leurs racines. De plus, si nous avons éduqué nos enfants dans la tolérance, nous avons souvent oublié de leur préciser que malgré cette haute valeur issue du christianisme fondateur de notre civilisation, tout n'est pas tolérable ; il est vrai que dans un pays autrefois paisible, prospère et respecté, la notion du non-tolérable était surtout relative à la vie quotidienne et ordinaire.

Voici à présent que l'islam s'installe en France, que le gouvernement organise l'invasion de notre pays, que des « no-borders » viennent propager le désordre et l'agression, que vandaliser devient un mode d'expression individuel ou de groupe, que les droits sont revendiqués au détriment de tout devoir envers autrui et le Bien commun, que des associations et des médias se prennent tout autant pour le gouvernement que pour nos tuteurs dictant le bien et le mal... La guerre civile s'installe et le gouvernement recule devant tous ses devoirs au gré des manifestations et des querelles de clochers. Il n'y a donc plus d'autorité de l'État et chacun fait ce qu'il veut selon son individualisme et son idéologie. Nous sommes revenus en Mai-68 de façon quasi-permanente, voilà ce qu'ont obtenu ceux qui orchestrèrent ces « événements » et qui depuis sont devenus ministres, députés ou autres décideurs. Et bien tout ceci n'est pas tolérable et il va falloir sous peu mettre en place un gouvernement restaurant l'autorité de l'État ; un

régime autoritaire sera nécessaire, et pour longtemps, qui devra agir promptement et avec force pour rétablir la priorité au Bien commun dans tous les actes de la vie quotidienne sans permettre la contestation. Il devra instituer la préférence à notre civilisation, aux Français de souche et de cœur, à notre production nationale. Il devra exclure de notre territoire tous ceux qui n'ont rien à voir avec nos valeurs et mettent en cause notre façon de vivre, notre économie et nos frontières. Il devra dénoncer et cesser d'appliquer sans délai tous les traités, accords et inféodations contraires à notre Bien commun.

Nous avons déjà un gouvernement autoritaire. C'est celui des socialistes avec leur bien-pensance, leur repentance, leur politiquement correct, leur censure, leur état d'urgence dirigé contre les patriotes, leurs réformes désastreuses et leurs « anfifas » masqués faisant la loi dans la rue.

Un autre aussi autoritaire mais d'envergure patriote, audacieuse et efficace sera tout de même plus apte, plus crédible pour assurer à nos enfants un futur enthousiasmant et paisible.